



Candidature
Hugues-Vincent
BARBE

43 ans

Licencié en Droit

Ancien élève des Sciences Politiques

Journaliste parlementaire

directeur de journaux économiques et financiers

MAIRE de MARSOULAS

CANDIDAT RÉPUBLICAIN INDÉPENDANT

soutenu par les trois formations
de l'union des républicains de progrès

Electrices, Electeurs,

Les élections du 4 Mars se passent entre les républicains libéraux d'un côté et les collectivistes de l'autre.

Calme ment, sereinement, Marcel BONPUNT et moi avons décidé de faire échec dans le Comminges à la coalition socialo-communiste.

Je suis Maire du petit village de Marsoulas. Il est Maire de la petite ville de Miramont-de-Comminges.

La vie publique, nous l'avons apprise l'un et l'autre dans nos mairies.

Nous avons pour la France, notre pays, l'ambition d'en faire le pays du bonheur.

Nous avons pour notre terroir, le Comminges, la volonté d'y amener l'équipement et le travail.

Pour réaliser ces objectifs, je mets au service de nos concitoyens mon expérience de journaliste parlementaire et de spécialiste des questions économiques et financières.

Depuis 1967, 4.000 Commingeois m'ont écrit ou sont venus me voir. Je connais leurs problèmes. Je sais les aider et j'ai la possibilité de le faire.

En 1967, je m'étais présenté aux élections et d'un seul coup, vous m'aviez donné 10.000 suffrages.

Au second tour, je m'étais retiré pour laisser passer le doyen, Hippolyte Ducos ; si je ne m'étais pas retiré, il aurait été distancé par le candidat socialiste.

J'avais préféré choisir un humaniste qui connaissait bien à la fois le Comminges et les grandes administrations parisiennes. En effet, nous n'étions que deux à avoir cette bonne connaissance des besoins locaux et cette parfaite connaissance des ministères et des services auxquels il faut s'adresser, des portes où il faut frapper pour obtenir satisfaction de ces besoins.

Aujourd'hui, je me trouve, à mon tour, dans la même situation, face à une coalition socialo-communiste.

C'est pourquoi j'invite les hommes et les femmes de la vieille tradition libérale du Comminges à me confier le soin de les représenter.

Dans la vie, rien n'est jamais terminé.

Il y a des réformes à faire. Elles se feront de l'intérieur.

Il faut redonner du sens au jeu de la démocratie.

Pour autant, il ne faut pas revenir aux arbitrages quotidiens, aux querelles hebdomadaires.

Nous avons appris, nous Français, tout ce qu'il peut y avoir de sécurité dans la stabilité des institutions. Doivent-elles être améliorées ? Certes.

Le but à atteindre est de travailler chaque jour à rendre meilleure la vie des hommes et des femmes de notre pays, à ouvrir grandes les portes de l'avenir à nos jeunes et à veiller à ce que les anciens aient une retraite assurée et une existence paisible.

Les institutions de notre pays, le système économique basé sur la responsabilité et sur la répartition des richesses sont seules valables.

LA DEVISE DES INDEPENDANTS EST : « libéraux, centristes, européens ».

MON PROGRAMME ne s'énonce pas en deux lignes, mais je veux que nous réalisions :

- le rétablissement du jeu parlementaire par le pouvoir d'amendement et de proposition.

- pour les agriculteurs, d'abord, l'Europe ; la suppression du remboursement de l'allocation supplémentaire par les héritiers.
- la réforme des SAFER, avec la commission communale.
- l'achèvement de tous les programmes d'équipement rural en eau potable et électricité-force.
- l'abattement de 20 % sur les impôts personnels déclarés par les agriculteurs, les commerçants et les artisans ; c'est ce que l'on appelle le salaire fiscal, comme pour les travailleurs, parce qu'il y a chez eux la part du travail et la part de la vente ; la retraite commerçants et artisans égale au minimum de la retraite des salariés.
- le doublement du minimum vieillesse, la retraite volontaire à 63 ans, puis à 60 ans.
- la généralisation de la journée continue et des 40 heures en cinq jours ; l'achèvement de la mensualisation ; la généralisation de l'intéressement, le développement de la formation professionnelle.
- à salaire égal, impôt égal et suppression des impôts sur les revenus faibles et notamment sur les petites retraites.
- l'examen par le Parlement des comptes du Budget social de la Nation (203 milliards) comme pour le Budget de l'Etat (200 milliards).
- la construction de 600.000 logements par an, 6.000 kms d'autoroutes, 2000 crèches.
- la progression des rémunérations des fonctionnaires parallèlement aux salaires du secteur privé.
- la retraite de la mère au foyer et pour les femmes, la réalisation du salaire égal à travail égal.
- pour les jeunes, gratuité du transport scolaire et des livres dans les classes primaires ; la création des trois ministères : primaire, secondaire, universitaire.
- pour les adolescents : une véritable agence de l'emploi qui fonctionnera dans les lycées et dans les universités ; il faut qu'un jeune sache où il y a du travail et lequel.

Oui, il y a beaucoup à faire. Oui, la France sera la troisième nation du monde.

Les collectivistes nous proposent un bouleversement sur le plan des institutions.

Ils nous offrent un système qui n'a jamais abouti qu'à supprimer la liberté des citoyens, d'abord en tant qu'électeurs ensuite en la simple qualité d'hommes. Sur le plan économique, ils proposent de nationaliser des industries qui occupent 2.500.000 travailleurs.

Ces industries seront bien vite et gravement concurrencées par les entreprises françaises installées dans les autres pays du Marché Commun et l'emploi de ces 2.500.000 travailleurs sera compromis.

Ils proposent aussi de nationaliser le crédit qui ne sera plus aussi libre, ni aussi abondant.

Et avec quoi construirons-nous et nous équiperons-nous ? Avec l'autorisation que nous donneront ou ne nous donneront pas des bureaux anonymes ? Je veux «casser» la technocratie condamnable et ce n'est pas pour la remplacer par la bureaucratie abominable.

Ce qui est plus grave, concernant le Comminges, dont plus de 43 % de la population vivent de la terre, les collectivistes compromettent directement notre appartenance à l'Europe, au Marché Commun.

N'oublions pas qu'un produit sur deux de l'agriculture française est vendu à l'étranger. Si nous ne jouons pas le jeu sur le plan industriel, les pays du Marché Commun ne le joueront pas sur le plan agricole.

Nous ne pouvons pas être à la fois le seul pays collectiviste d'Europe et rester membre du Marché Commun.

Enfin et surtout, simple bon sens : tandis que tous nos chefs lieux comme les autres chefs lieux des cantons de France réclament des industries, comment peut-on imaginer que des hommes mettront de l'argent dans des usines s'ils se sentent menacés un jour quelconque de les voir confisquées.

Au lieu de cette entreprise de découragement de la Nation, nous défendons un pays où les hommes vivent libres et démocratiquement dans une République fraternelle.

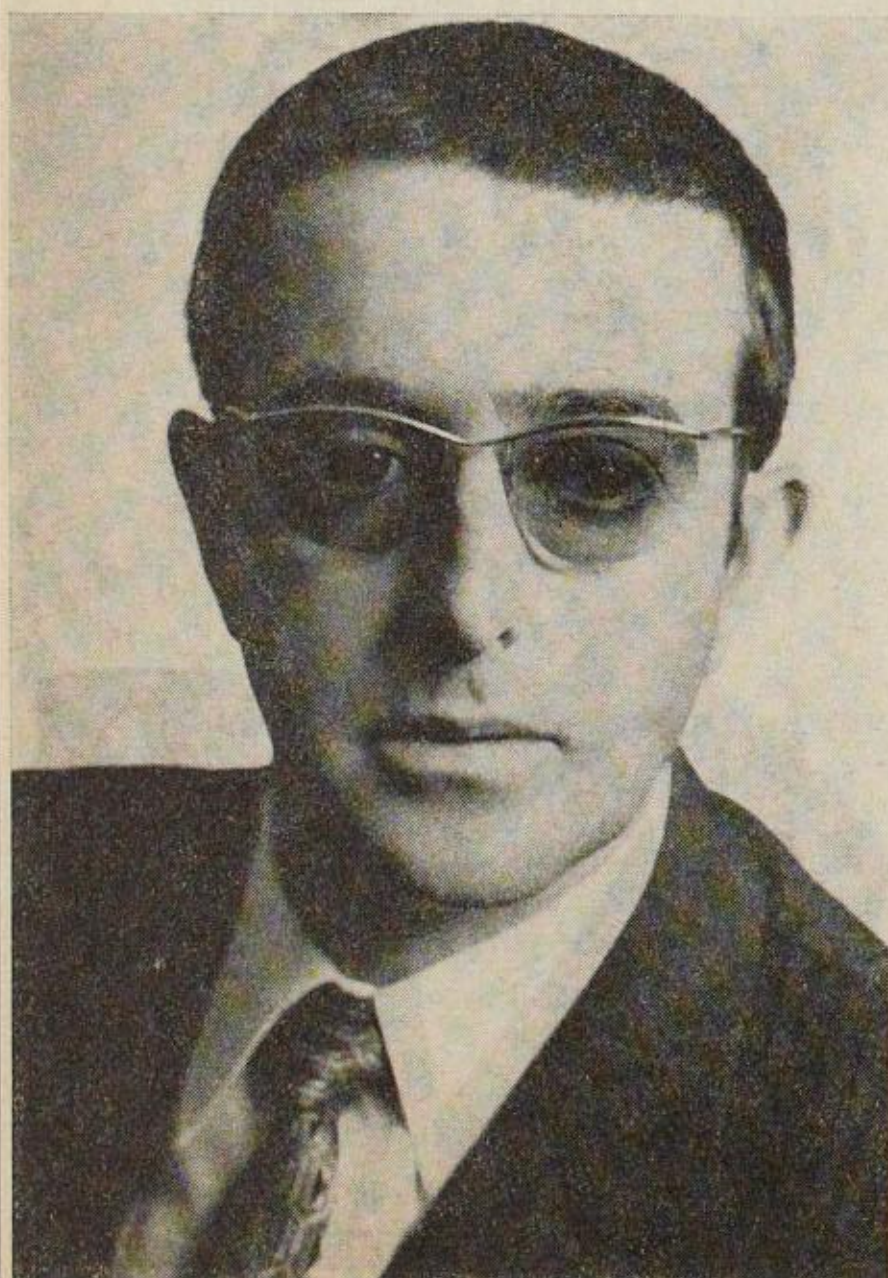
En quatre ans, les exportations ont doublé. Aujourd'hui, un travailleur sur trois travaille pour l'exportation. En trois ans, 1.350.000 emplois salariés ont été créés en France. Aujourd'hui, la France assure du travail à 21.300.000 Français. Aujourd'hui, la France peut valablement espérer qu'elle créera deux millions d'emplois nouveaux pour abaisser l'âge de la retraite volontaire à 60 ans, faire que tous les anciens aient la même retraite.

Savez-vous qu'en cinq ans, les six millions de retraités vont devenir 9 millions et pour que leur sort soit de plus en plus amélioré, il faut créer de plus en plus de travail.

Oui, avec nous, pas d'impôt sur le capital pour l'agriculteur et préservation de sa succession.

Oui, le travailleur est et sera l'élément de pointe de notre civilisation ; le commerçant et l'artisan vivront libres et protégés comme les autres ; l'ancien combattant aura droit à la reconnaissance ; le retraité sera sûr de sa retraite ; le jeune, lui surtout, sera assuré de l'avenir.

Nous républicains indépendants avec tous les libéraux, nous garantissons les 6 % de progression de la croissance et nous sommes, nous tous, seuls à pouvoir les garantir.



Suppléant :

Marcel BONPUNT

35 ans

Ingénieur — Entrepreneur de travaux publics

MAIRE de MIRAMONT-de-COMMINGES